

L'ONF... en manque de souffle ?

Sylvie Mousseau

Number 132, Summer 2006

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/40800ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Les Éditions l'Interligne

ISSN

0227-227X (print)

1923-2381 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Mousseau, S. (2006). L'ONF... en manque de souffle ? *Liaison*, (132), 12–13.

L'ONF...en manque de souffle ?

SYLVIE MOUSSEAU

L'OFFICE NATIONAL DU FILM du Canada, qui a joué un rôle crucial dans le paysage audiovisuel des régions francophones du pays, a-t-il encore les moyens de réaliser son mandat? Voici le portrait d'une institution en quête de vision et de financement.

Le budget de l'ONF se maintient tant bien que mal d'année en année. Cependant, l'Office n'a jamais réussi à récupérer les 30 millions \$ qu'il a perdus en 1996, alors que d'autres institutions culturelles ont reçu des sommes importantes avec le programme Un avenir en art. Les budgets de Radio-Canada, du Fonds canadien de télévision, de Téléfilm Canada ont tous été rétablis et même augmentés. L'ONF n'a reçu que des miettes. Le commissaire Jacques Bensimon, qui termine son mandat à la mi-juin, a reconnu que l'ONF nécessitait davantage de financement dans sa réponse à un éditorial de Marie-Claude Loiselle paru dans le magazine *24 Images*.

«Ce manque de financement est amplifié, je crois, dans les régions parce qu'il y a toujours tellement peu de choses qui s'y font. Donc, dès qu'il y a des compressions, les régions en sont très affectées», affirme une réalisatrice de l'Ontario, qui a préféré garder l'anonymat.

Des cinéastes affirment que le commissaire a échoué parce qu'il n'a pas réussi à remettre l'ONF en mode croissant. Le budget de l'Office, qui atteindra près de 63 millions \$ cette année, a connu une baisse de 6 % comparativement à 2004-2005. De ces millions de dollars, les Studios Acadie et Ontario et Ouest reçoivent chacun un peu plus de un million \$. Ce montant sert à payer les salaires, la location des studios, les équipements, les services techniques, les programmes spéciaux et la production. C'est peu et les producteurs doivent souvent inclure leurs productions dans deux ou trois années fiscales parce qu'ils n'arrivent plus à faire le développement, la production et la post-production dans un seul exercice financier. «On arrive à peu près à 600 000 \$ pour la production, sauf que nos locaux qui sont basés à Toronto sont très chers», mentionne la productrice exécutive du studio Ontario et Ouest, Claudette Jaico.

Pour Rodolphe Caron, réalisateur, producteur d'Edmundston et président du Front des réalisateurs indépendants du Canada (FRIC), la diminution du financement de l'ONF contribue à affaiblir considérablement l'ONF dans les régions francophones du pays. L'ONF serait-il rendu l'ombre de ce qu'il a déjà été?

M. Caron rappelle que l'ONF était, à une certaine époque, un lieu de liberté de parole, de création et qu'il a énormément contribué au développement de la cinématographie dans les régions francophones. Aujourd'hui, le programme français dépasse à peine les 8 millions \$. Les

studios régionaux font de plus en plus de coproductions pour arriver à maintenir une activité intéressante. Et qui dit coproduction, dit télévision. Les producteurs privés doivent obtenir une licence d'un diffuseur pour avoir droit à du financement et être majoritaires pour toucher aux sommes de Téléfilm Canada. Mais sans les coproductions, il y aurait moins de films et les cinéastes auraient moins de chance de créer leurs propres œuvres. Cela inquiète les cinéastes. Non pas qu'ils rejettent les coproductions, mais répondent-elles vraiment au mandat de l'ONF? Plus il y a de décideurs, plus les compromis sont nombreux.

«L'ONF, qui était un organisme indépendant, qui faisait des films qui brassaient, doit aujourd'hui demander à la télévision si elle est intéressée par tel ou tel projet, si elle ne l'est pas, le film ne se fait pas», continue le cinéaste d'Edmundston.

Le réalisateur Jean-Marc Larivière d'Ottawa estime que l'ONF se place dans une position délicate. Il craint qu'il devienne tout simplement un autre bailleur de fonds, comme n'importe quelle autre agence.

«Une coproduction, ça veut dire qu'on se plie aux exigences des télédiffuseurs. Dans la logique de marché, on peut comprendre, mais c'est un peu dommage que la logique du marché domine celle de la création», commente-t-il.

Présence dans les régions

De 1998 à 2003, la contribution de l'ONF à la production régionale du Canada français est passée de 2,6 millions \$ à 1,2 million \$ [d'après l'étude sur le positionnement de la francophonie canadienne de la Fédération culturelle canadienne-française (FCCF)]. Le Programme français compte cinq producteurs, dont deux pour l'ensemble des régions francophones à l'extérieur de Montréal.

La production qui émane des Studios Acadie et Ontario et Ouest représentait 15,9 % de l'ensemble du Programme français en 2002-2003, comparativement à 27,2 % en 1998-1999. Le Studio Ontario et Ouest à Toronto couvre presque les deux tiers de la population francophone du pays avec une seule productrice. Le producteur du Studio Acadie, Jacques Turgeon, s'occupe à la fois de l'Atlantique et des régions du Québec. Les deux studios se partagent une agente de mise en marché qui travaille depuis Montréal. Elle s'occupe de tout le Canada, sauf de Montréal.

Le cinéaste acadien Herménégilde Chiasson rappelle les batailles épiques menées pour maintenir le Studio Acadie. D'après lui, le bureau de l'Acadie a souvent été menacé, mais à force de revendications, ils ont réussi à le garder. En perdant un producteur affecté seulement à l'Acadie, Her-

ménégilde Chiasson pense que la présence de l'ONF en Acadie s'est effritée.

« Dans une région comme ici, un producteur n'est pas juste un producteur, c'est aussi un animateur. C'est quelqu'un qui fait partie de la communauté, qui fréquente les cinéastes », indique le réalisateur sans vouloir, toutefois, dénigrer le travail du producteur actuel.

L'ONF, qui a été à l'origine du cinéma québécois, acadien et francophone au pays, est une organisation qui se cherche aujourd'hui, estime-t-il.

« À un moment donné, s'il y a juste un téléphone dans le bureau, ils vont dire qu'on n'a plus besoin de studio », poursuit le cinéaste.

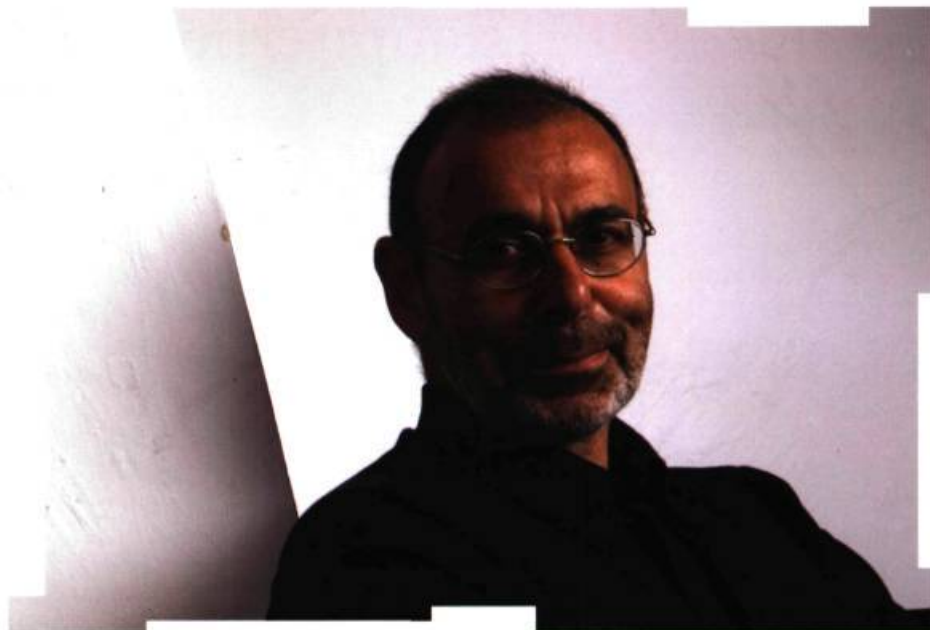
Dans le bulletin du FRIC, la cinéaste Marie Cadieux de l'Outaouais écrit qu'« il y a des années que notre "trésor national" se cherche, se réoriente, prend régulièrement un nouveau virage (Cinérobotique, distribution en ligne, pas de fiction, de la fiction, des réalisateurs maison, plus de réalisateurs maison, etc.) ». Jusqu'au milieu des années 80, il se faisait du cinéma d'animation dans les studios régionaux. Ce qui n'existe plus maintenant. Tout passe par le siège social à Montréal. La cinéaste d'animation Anne-Marie Sirois a toujours eu énormément de difficultés à faire approuver ses projets à l'ONF. D'après elle, en sortant le cinéma d'animation des régions, cela a fait en sorte que ce genre cinématographique ne s'est jamais réellement développé en Acadie.

Certains cinéastes considèrent qu'une des faiblesses de l'ONF est la distribution et la mise en marché des films réalisés à l'extérieur du Québec. Comment se fait-il que les succès n'émanent que du Québec? Herménégilde Chiasson cite en exemple son film *Photographie*, le premier film sur la photographie d'art au Canada, qui n'est même pas en vente au Musée de la photo. Ils font des films, mais, par la suite, ils n'ont plus les moyens de mettre sur pied des campagnes de marketing et de communication, constatent des cinéastes du pays.

L'avenir

Des producteurs privés se demandent même si l'ONF est encore nécessaire aujourd'hui. Pourquoi ne pas donner tout l'argent à Téléfilm Canada? Les cinéastes posent un regard différent: pour eux, il est impératif de redonner les moyens financiers à l'ONF et surtout à la production. L'agence a lancé plusieurs initiatives, mais il n'y a toujours pas plus d'argent destiné aux films.

Le défi du prochain commissaire sera grand. Dans un contexte de gouvernement minoritaire conservateur, l'avenir est incertain, considère Lise LeBlanc de la FCCF. Des cinéastes croient que l'ONF a besoin d'avoir un commissaire bien branché au niveau politique pour réussir ce que le Conseil des Arts du Canada a fait cet automne, c'est-à-



Jacques Bensimon

dire obtenir un engagement que son budget doublera d'ici trois ans.

« Nous, on pensait qu'après le Conseil des Arts, il restait l'ONF. Mais Stephen Harper est entré et Dieu sait ce qui va arriver. Je ne pense pas que les arts soient en tête des priorités de nos politiciens », commente Claudette Jaico.

Marie Cadieux propose de porter le débat sur la place publique et d'amorcer un exercice transparent de remise en question, afin de doter l'ONF d'une vision à long terme. La consultation pourrait se faire auprès des principaux interlocuteurs de l'Office, des auteurs réalisateurs et du grand public. « On a l'impression qu'il y a une image à refaire de l'ONF, mais on ne sent pas le dynamisme, pourtant ils travaillent fort », poursuit Lise LeBlanc.

La réalisatrice Sylvie Peltier, de Vancouver, croit que l'ONF doit continuer à développer les talents dans les régions. « Si l'ONF ne fait pas ça, je ne sais pas vraiment à quoi l'ONF servirait », dit-elle.

C'est encore vers l'ONF que les cinéastes se tournent quand ils ont des projets d'auteur à soumettre. Bien que la réalisatrice Fabienne Lips-Dumas de Vancouver ait fait face à plusieurs changements dans l'organisation de l'ONF, lorsqu'elle a présenté son projet de film *L'Appétit d'Ève*, il a fini par exister.

« On veut avoir une voix assez forte en tant qu'agents de la culture francophone à l'extérieur du Québec pour être reconnus et avoir une zone d'influence au sein des communautés anglophones. Si on n'a pas d'argent, qu'on est isolés, on n'aura pas les moyens d'influencer l'anglophonie », ajoute Fabienne Lips-Dumas. ■

Sylvie Mousseau est journaliste à l'Acadie Nouvelle depuis 1989. Après avoir couvert l'actualité dans le nord du Nouveau-Brunswick pendant huit ans, elle est maintenant journaliste culturelle à Moncton. Elle a aussi publié des textes dans la revue Livre d'ici à Montréal.